



3E

regards

N° 57-58

NOVEMBRE-DEC. 2015

LA TERREUR, LA GUERRE, LES LIBERTÉS

Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Benoît Borrits, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Aline Pénitot, Catherine Tricot,
Laura Raim, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

**Directrice de la publication
et gérante**

Clémentine Autain

SOMMAIRE N°61-62

LA TERREUR, LA GUERRE, LES LIBERTÉS

p.04 Face au djihadisme, que serait une réponse de gauche ?

p.10 La justice, pas « l'état de guerre »

p.16 Ces «intellectuels» qui repartent en croisade

p.20 Attentats, guerre, libertés : comment résister à l'état d'urgence ?

LE DÉFI CLIMATIQUE

p.24 Des énergies galvanisées contre le changement climatique

p.30 Le mouvement climatique est-il l'avenir de l'anticapitalisme ?

p.36 Juliette Rousseau : « Le mouvement climatique ne va pas s'éteindre à Paris à cause de l'état d'urgence »

LA GAUCHE ENTRE FRACTURES ET ESPOIRS DE RECONSTRUCTION

p.40 Le Front de gauche en données corrigées des variations régionales

p.44 Un «Mouvement commun» pour faire avancer la gauche

p.48 Derrière la vitrine du «dialogue social», un monde du travail en ébullition

LA TERREUR, LA GUERRE, LES LIBERTÉS

Après l'horreur des attentats, que nous réserve la nouvelle «stratégie du choc» mise en œuvre par l'État et l'état d'urgence ? Comment résister aux élans guerriers, aux simplifications et aux dérives autoritaires qui veulent déjà juguler la pensée critique, les libertés individuelles et les luttes sociales ?

Face au djihadisme, que serait une réponse de gauche ?

Les attentats ont plongé le pays dans une émotion légitime et suscité le besoin d'affirmer notre unité. Mais chacun sait que les réponses, multiples, pour lutter contre le djihadisme sont de nature politique. Et qu'elles doivent préserver la démocratie.

Les attentats ont plongé le pays dans une émotion légitime et suscité le besoin d'affirmer notre unité. Mais chacun sait que les réponses, multiples, pour lutter contre le djihadisme sont de nature politique. Et qu'elles doivent préserver la démocratie.

Force est de constater que les thèses du FN ont le vent en poupe. À gauche, ne pas céder aux sirènes d'une voie guerrière, autoritaire et sécuritaire est une exigence intellectuelle et politique. Nous avons la responsabilité de ne pas faire sombrer la perspective d'une vie meilleure et d'un monde de paix dans les décombres des attentats.

Ne pas se laisser engloutir dans le typhon de la droite extrême, c'est faire émerger une réponse de gauche aux

défis posés par la menace djihadiste. Je sais combien le mot «gauche» a perdu en contenu et sens ces dernières années. Les jeunes générations, en particulier, ont bien du mal à investir ce terme. Pourtant, les valeurs historiques de gauche constituent des points d'appui essentiels pour penser une réponse efficace, tournée vers la justice et la paix. Face au discours dominant qui tire à droite, c'est une autre cohérence qu'il faut porter avec énergie et détermination. Cette cohérence consiste à opposer à la barbarie plus de démocratie, de liberté, d'égalité et d'humanité. Elle vise à sortir de la logique guerrière pour construire une intervention internationale unissant les forces démocratiques à même d'anéantir Daesh.

FAIRE FACE, MAIS AUSSI RENFORCER LA COHÉSION SOCIALE

Protéger la population : telle est l'urgence que nous ressentons toutes et tous, intimement. Sécuriser nos vies, c'est prendre les mesures efficaces pour empêcher de nouveaux actes terroristes. Oui, il faut renforcer les moyens des services de renseignement et du pôle anti-terroriste. D'ailleurs, qui a supprimé les Renseignements généraux et 12.000 postes de policiers ces dernières années ? Les gouvernements successifs. Sortir de la logique de réduction des dépenses publiques pour déployer ces services d'intervention ciblée et permettre aux personnels hospitaliers comme aux forces de police de faire face dans de bonnes conditions aux menaces terroristes : voilà l'urgence.

Cela ne signifie pas, comme l'a dit le premier ministre, que le Pacte de sécurité doit être supérieur au Pacte de responsabilité. Cela doit signifier que pour sécuriser nos vies, il faut sortir du dogme de la règle d'or et se souvenir que la cohésion de notre société passe par un investissement public. Avec les quarante milliards du CICE donnés aux grandes entreprises sans contrepartie en matière d'emploi, nous aurions pu disposer d'une belle manne pour agir aujourd'hui. L'obscurantisme prospère à la mesure du délitement social et de la faillite des grands idéaux politiques qui permettent de se projeter dans l'avenir. Ce dont nous avons besoin, c'est de moyens

inédits pour renforcer la cohésion sociale par un investissement massif dans l'humain, c'est-à-dire dans les services publics, le monde éducatif et culturel, le tissu associatif. Il nous faut endiguer tous les phénomènes de relégation, les amalgames et les discriminations, et réinvestir un imaginaire émancipateur. Ce crédo sera assumé à gauche ou ne sera pas.

L'ERREUR SÉCURITAIRE

Inspirée par la droite et le FN, la réponse dominante aujourd'hui se situe sur le seul terrain sécuritaire, comme si surveiller tout le monde et stigmatiser une partie de la population allait permettre de faire reculer la menace terroriste. Les djihadistes ne se repèrent pas à la faveur d'un simple contrôle d'identité. Faut-il rappeler que l'un des tueurs du vendredi 13 novembre, qui venait de Belgique, a subi quatre contrôles de papiers juste avant les faits ?

Instaurer la déchéance de nationalité permettrait-il de lutter contre le terrorisme ? Des personnes capables de mourir au nom de Daesh ne vont pas renoncer à tuer parce qu'ils sont déchus de la nationalité française ! Dans un climat de peur, des solutions aussi absurdes que dangereuses pour les droits humains s'imposent dans le paysage. Elles renforcent l'original et non la copie. À gauche, nous avons tout à y perdre.

Les manifestations sont aujourd'hui interdites, mais on peut continuer à faire ses courses dans une grande surface...

C'est une victoire pour ceux qui veulent nous terroriser et atteindre notre vie démocratique. Si l'on prend et défend la liberté de boire un verre en terrasse et de se rendre à des concerts, pourquoi ne pourrions-nous pas descendre dans la rue pour le climat ou les sans-papiers ? La menace terroriste va durer. Il n'est pas question d'inviter à l'imprudence, d'exposer des militants et citoyens au risque terroriste, mais nous devons être vigilants afin de ne pas transformer notre démocratie en un grand espace de contrôle social et laisser l'État profiter de cette situation pour casser les reins des mobilisations sociales.

Le flicage généralisé n'est pas une bonne réponse parce que ces terroristes passent à travers les mailles de ce genre de filets. Le parti pris sécuritaire n'est pas une bonne réponse parce qu'il porte en germe le recul des libertés. Notre État de droit n'est pas dépourvu de moyens légaux pour remonter les filières djihadistes. Contrairement à ce qui a abondamment été dit, l'opération de Saint-Denis aurait pu être menée sans l'état d'urgence. Ce sont les moyens concrets, humains qui font le plus cruellement défaut par ces temps de disette budgétaire.

UNE BATAILLE LONGUE ET COMPLEXE

Seule une stratégie au long court peut faire concrètement reculer Daesh. Si l'on veut sérieusement sauver des vies, c'est à cette tâche qu'il faut s'atteler.

Cessons déjà de légitimer et de financer des États qui alimentent Daesh ! L'Organisation de l'État islamique vit notamment grâce à la manne pétrolière ou au trafic de matières premières, telles que le coton. Nous devons leur couper les vivres. Au lieu de frapper à l'aveugle des civils syriens, aidons matériellement les forces qui, sur le terrain, combattent Daesh. Je pense notamment aux Kurdes qui se battent courageusement pour faire reculer l'OIE et pour leurs libertés. L'Union européenne, pour ne pas froisser la Turquie d'Erdogan, préfère qualifier le PKK d'organisation terroriste. Est-ce sérieux ? Où est la fermeté de Manuel Valls ?

Une stratégie au long court, c'est enfin et surtout construire avec détermination le cadre d'une intervention internationale sous l'égide de l'ONU, qui doit être refondée. L'union des forces démocratiques du monde entier est nécessaire pour faire face au danger de Daesh, qui est planétaire.

Rappelons que Daesh n'est pas un État avec lequel on pourrait faire la guerre en espérant la gagner et signer un accord de paix. Ce que nous recherchons, c'est la fin de Daesh, la disparition de ce djihadisme et du terrorisme. Les voies de la bataille sont plus complexes car Daesh n'a pas de frontière, ses adeptes sont prêts à tuer n'importe qui, n'importe comment, et eux avec. Nous devons agir sur ce qui nourrit l'engagement de jeunes dans ce mouvement de nature totalitaire et sanguinaire.



LA GLOBALISATION LIBÉRALE CONTRE LA PAIX

La paix au Proche et Moyen-Orient est aujourd'hui une condition de la paix dans le monde. Or, cette paix ne peut advenir sans la réussite des forces qui se battent dans les différents États de cette région pour la démocratie et la liberté. Nous devons les soutenir. La paix dans cette région suppose de trouver enfin une solution au conflit israélo-palestinien. Alors que c'est une condition de la paix dans la région et dans le monde, comment est-il possible que la pression internationale ne s'exerce pas en faveur de la reconnaissance d'un État palestinien dans les frontières de 1967 avec le partage de Jérusalem ?

Enfin, à gauche, nous savons combien la misère et les inégalités sont des terreaux fertiles pour la guerre. Nous avons le devoir d'introduire dans le débat public français et international cette préoccupation : la globalisation, avec sa loi de l'argent et sa concurrence généralisée, entrave la quête d'un monde de paix. La justice sociale et climatique doit être à l'agenda urgent des instances internationales.

Nous sommes au pied de l'Himalaya. Je pense chaque matin depuis ce terrible vendredi 13 aux États-Unis. Après les attentats des tours jumelles, les interventions militaires en chaîne ont eu la peau de Ben Laden. Le Patriot Act a laminé les libertés. Pendant ce temps, l'Organisation de l'État islamique a prospéré. Nous avons le devoir de penser. Autrement. À gauche. ● CLÉMENTINE AUTAIN

La justice, pas « l'état de guerre »

L'horreur des massacres nourrit l'univers de la guerre. Or, couplée à la peur, l'obsession de la guerre mine un peu plus la démocratie. Ne rien faire face à la barbarie est impensable. Glisser vers l'état de guerre et le choc des civilisations est une folie. Que faire, donc ?

L'horreur des massacres nourrit l'univers de la guerre. Or, couplée à la peur, l'obsession de la guerre mine un peu plus la démocratie. Ne rien faire face à la barbarie est impensable. Glisser vers l'état de guerre et le choc des civilisations est une folie. Que faire, donc ?

Le phénomène Daesh ne relève pas d'une rationalité classique. Il n'est pas à proprement parler le fruit des politiques occidentales, pas plus que le nazisme de l'entre-deux-guerres n'était le résultat du traité de Versailles qui humilia l'Allemagne meurtrie. Mais si le fanatisme religieux a ses logiques internes, ses capacités d'expansion ne sont pas sans rapport avec une conjoncture. Or force est de constater que, pour des millions de personnes au Proche et

Moyen-Orient, la politique occidentale provoque un ressentiment que les exaltés meurtriers de Daesh ou d'Al-Qaïda utilisent pour étendre leur emprise en la légitimant.

« L'ÉTAT DE GUERRE »

Si le combat contre l'horreur prend nécessairement une dimension violente, elle ne doit donc pas se structurer en état de guerre : parce que « l'État » islamique n'en est pas un ; parce que la guerre ne porte en rien de solution à ce qui crée le désordre d'une région et celle du monde ; parce que la guerre risque de ne faire rien d'autre que de nourrir la spirale d'un conflit sans issue. Installer un peu plus la notion de guerre n'est pas opportun. Et que dire de la volonté, au nom d'une

«guerre d'un autre type», de constitutionaliser «l'état de crise» pour en faire un pivot du «régime politique» ? C'est inefficace en terme de sûreté publique et c'est mettre le doigt dans un engrenage où la République pourrait bien à terme se trouver broyée.

À quoi bon ? En octobre 2001, le Patriot Act aux États-Unis a imposé les notions «d'état de guerre», de «guerre contre le terrorisme», de «guerre globale contre la terreur». Elles ont justifié la méfiance généralisée, les restrictions des libertés et les interventions extérieures. Elles n'ont pas atteint leur objectif fondamental : Ben Laden, l'ancien ami des États-Unis, a été éliminé, mais Al-Qaïda n'a pas disparu et Daesh a pris la relève.

La logique américaine s'inscrit elle-même dans une évolution plus longue qui se caractérise, entre autres, par deux traits. Le premier est idéologico-culturel : il se condense dans la conviction que la lutte des classes a laissé la place à la «guerre des civilisations», ces civilisations dont Samuel Huntington nous expliqua, en 1993, qu'elles ont à leur base un référent religieux – aujourd'hui, l'Islam contre l'Occident chrétien. Le second trait est stratégique-diplomatique : l'extinction de la guerre froide n'a pas ouvert la voie à la régulation par l'ONU (comme on le croyait au tout début des années 1990) mais au retour du grand jeu des puissances. Le désordre du monde est régulé aujourd'hui par le marché et la

concurrence sur le plan économique, par la gouvernance sur le plan institutionnel et par l'équilibre des puissances sur le plan diplomatique. Or ce triumvirat, dans un contexte de mondialisation financière, est la source d'inégalités croissantes, de déséquilibres territoriaux et d'un ressentiment violent du côté des dominés et des exclus.

Le problème qui se pose à nous est que la France officielle a progressivement assimilé ces évolutions et n'aspire qu'à un recueillir les fruits. La diplomatie française a intégré la dimension de «guerre des civilisations» (Manuel Valls vient significativement de reprendre l'expression telle quelle à son compte). Elle a fait de l'atlantisme et de l'intégration dans l'Otan la base de sa politique de défense. Elle a choisi de donner à la France le rôle de force d'appoint dans l'institution d'une sorte de gendarme atlantique interventionniste. Elle n'a pas pris le parti de la Palestine. Elle a boudé les efforts de Barack Obama pour parvenir à un accord avec l'Iran. En bref, à rebours des «politiques arabes» d'hier et de la volonté d'arbitrage, la France a choisi la philosophie de la Realpolitik.

La base de fait de la politique française semble être ce que l'on appelle le «paradigme réaliste», dont les États-Unis ont fait naguère leur pivot et dont un politologue conservateur américain, Hans Morgenthau, a donné la définition, au début de la guerre froide. « La société

en général, écrivait-il, est gouvernée par des lois objectives qui ont leur racine dans la nature humaine [autour] d'instincts biopsychologiques élémentaires tels que l'instinct de vie, de reproduction et de domination. [...] La politique internationale, comme toute politique, est une lutte pour la puissance. »

LA RESPONSABILITÉ DE LA FRANCE

L'élimination de la violence fanatique relève d'un long combat, où la dimension militaire n'est qu'un volet d'un effort dont la logique ne peut se construire qu'autour de deux valeurs : justice et démocratie. Pour ce qui est de la France, s'engager dans cette voie suppose une rupture radicale dans l'engagement international de la France. Cette rupture pourrait se mener sur trois axes principaux.

La France doit tout d'abord rompre avec la logique de la « guerre des civilisations » et avec son corrélat atlantiste. Elle doit à nouveau se désengager de l'Otan et agir pour que la concertation des efforts européens de défense se fasse à l'écart de tout dispositif « atlantique ». À l'échelle internationale, la philosophie du désarmement et la réduction des dépenses militaires sont restées lettres mortes. Or ces objectifs contribueraient à desserrer l'étau de la violence et à dégager des « dividendes de paix » si utiles pour colmater les brèches béantes d'un développement humain économe en ressources.

En se dégageant de l'Otan, la France peut devenir ou redevenir une force de paix et non une puissance comme les autres.

En second lieu, l'effacement de l'ONU fait partie des vecteurs majeurs du déséquilibre mondial. Une part du problème actuel tient à ce que l'exercice limité de la force, quand il s'avère nécessaire, ne dispose pas de la légitimité que seule une organisation internationale peut lui donner. La France devrait donc agir, avec une détermination et une constance maximales, pour que l'ONU retrouve sa place et son poids dans l'arène internationale, ce qui suppose qu'elle soit restructurée en profondeur. Revalorisation et refonte de l'ONU devraient en effet se penser et se construire ensemble. Inclure la participation élargie des ONG et des mouvements sociaux pérennes à toutes les instances internationales, y compris économiques, est une attente. Revaloriser les instances de représentation des populations, dans un esprit de subsidiarité et non de hiérarchie des institutions, est une médiation. Dans l'immédiat, la France devrait intervenir systématiquement pour que l'organisation internationale puisse enfin être au premier rang dans le retour à l'équilibre au Proche et Moyen-Orient, dans l'affirmation d'un État palestinien, dans la recherche systématique de solutions négociées, dans le règlement des conflits régionaux sur la base des droits des indi-

vidus et des peuples. Nous en sommes loin pour l'instant.

Enfin, tout cela n'a de portée véritable que si la «communauté internationale» s'astreint à un changement de ses finalités. Contrairement à ce que réclament depuis longtemps des ONG et des organismes internationaux, la croissance des indicateurs marchands prime toujours sur un développement des capacités humaines économe en ressources. Or le plus raisonnable serait de subordonner le premier terme à la réalisation du second. À cet effet, les organismes financiers et bancaires devraient, dans toute architecture institutionnelle, occuper désormais une place seconde. Leurs missions et leurs structures devraient être réorientées en conséquence, et cela dans les plus brefs délais.

En outre, dans l'accélération de la spirale inégalitaire depuis plus de trente ans, la dérégulation et la privatisation de tout l'espace social sont des facteurs déterminants, au nom de l'impératif de propriété. Il serait utile que cette tendance soit contredite. La France de l'esprit public, celle des droits de l'homme élargis, des Constitutions de 1793, 1848 et 1946, pourrait porter dans l'arène internationale l'idée que la régulation par les droits et le service public devraient l'emporter sur les impératifs de la concurrence. Ce serait un apport efficace pour que les recommandations des organismes onusiens et des ONG en faveur de l'égalité ne restent pas des vœux pieux, ce qui attise la frustration et le ressentiment des démunis.

NOTRE PROPRE RESPONSABILITÉ

Telles sont les pistes d'une logique publique qui n'est pas aujourd'hui celle de la France. Que l'on réponde au besoin de protection des populations, que l'on améliore l'efficacité de dispositifs existants, peuvent être des exigences reconnues. Mais voilà des années, depuis en fait la loi sur la sécurité quotidienne de novembre 2001, que l'arsenal législatif est transformé dans le sens d'une plus grande rigueur. Et cela fait bien longtemps que les mesures de protection contre le terrorisme existent sur le territoire national. Tout cela a montré une bien faible efficacité et ce n'est pas en poussant encore plus loin l'extension infinie des dispositifs en cours que l'on parviendra à davantage de sécurité. En réalité, le sécuritaire risque d'être bien plus efficace pour réduire l'espace des libertés que pour anéantir celui du terrorisme.

Retrouver les voies d'une puissance publique efficace, hors de toute obsession sécuritaire, est ainsi une nécessité. Toutefois, à toutes les échelles de territoire sans exception, cet objectif est impensable sans mobilisation citoyenne pour l'impulser, le canaliser, l'évaluer et l'infléchir quand le besoin s'en fait sentir. Ainsi, la «communauté internationale» n'est aujourd'hui rien d'autre que le jeu combiné des logiques économiques libérales et des rapports de puissance. Des forces existent pourtant qui pourraient peser dans le sens

d'une réorientation radicale des finalités et des méthodes de l'action planétaire. Des États cherchent à s'émanciper des règles drastiques édictées par les grands organismes financiers et les multinationales. Dans chaque pays, des associations et mouvements divers essaient d'esquisser une logique du commun contre les normes dominantes de la propriété et du pouvoir. Des ONG et des organismes internationaux attachés aux normes de sobriété et de développement humain se confrontent aux structures attachées aux logiques concurrentielles et à la gouvernance. Enfin, malgré ses difficultés, l'altermondialisme reste un lieu de concertation et d'élaboration pour penser des alternatives globales.

Le problème est que ces quatre pivots possibles d'une relance ne parviennent pas encore à se coordonner. Sans cela, la maîtrise globale des institutions et du droit reste entre les mains de ceux qui contrôlent richesses, savoirs et pouvoirs. Dès lors, toute avancée partielle peut se trouver récupérée et contredite à terme. S'il est une urgence, elle n'est pas de savoir laquelle de ces composantes alternatives doit jouer un rôle organisateur, mais comment permettre que convergent sciemment les efforts des uns et des autres pour faire mouvement. Ce serait l'honneur d'une politique refondée que de rendre possible cette convergence, contre tous les «réalismes» qui poussent à la guerre.

● ROGER MARTELLI

Ces «intellectuels» qui repartent en croisade

Ceux qui ne proposent qu'une alternative entre la violence d'État et la terreur djihadiste, qui appellent à une impossible «guerre au terrorisme», ceux-là veulent surtout que nous renoncions – une fois de plus – à faire de la politique.

Cette semaine encore nous sommes restés, comme tout le monde, effarés devant les attentats qui, après Beyrouth, après Paris, se sont déroulés à Tunis. Et dans le même temps, nous avons vu à nouveau fleurir des textes de prétendus «intellectuels» – et même de prétendus «intellectuels» de «gauche» – en appelant au « bon sens », à l' « évidence » ou encore la « réalité ». Ce qui signifie, dans leur rhétorique qui ne s'embarrasse évidemment pas de démonstrations, que nous aurions à faire à des monstres qu'il conviendrait d'« éradiquer », et dont rien ne saurait rendre raison, sinon un mal islamique endémique.

Et ces prétendus intellectuels, bien sûr, de condamner ou tenter d'intimider toute pensée un peu différenciée, nuan-

cée, et qui voudrait s'interroger, poser quelques questions gênantes (comme la responsabilité des États du Golfe, la politique occidentale au Moyen-Orient, la trajectoire sociale des terroristes, etc.). Au nom du « bon sens », donc, l'on renvoie tout travail d'interrogation un peu raffiné et argumenté à l'aveuglement, à la naïveté.

Ces tentatives d'intimidation sont vieilles comme la création de la Nouvelle Sorbonne : elles sont empreintes de la haine séculaire de la sociologie et de l'histoire, et visent à amalgamer explications et excuses – à confondre «rendre raison», et se rendre aux raisons de ceux qui, aujourd'hui, nous frappent ici, au Liban ou en Tunisie, hier déjà en Algérie.

L'ÉTAT OU LA TERREUR, DOUBLE INJONCTION MORTIFIÈRE

Mais justement, repensant à l'Algérie – comme il est impossible de ne pas le faire dans ce contexte – nous ne voudrions pas seulement rappeler le caractère intellectuellement indigent de telles intimidations. Nous voudrions aussi poser une question pratique. Où étaient tous ces prétendus intellectuels lorsque, par exemple, en 1996, Pierre Bourdieu et Jacques Derrida – ces véritables intellectuels qu'ils haïssent à défaut d'en avoir jamais lu une ligne – apportaient leur soutien, à travers des initiatives comme le CISIA, le Parlement des écrivains ou les Villes refuges, aux intellectuels algériens exilés parce que menacés de mort, en se démenant pour leur procurer un logement, des ressources, etc. ? Où étaient-ils encore, quand de simples citoyens se mobilisaient à travers des manifestations, des concerts en soutien à nos frères algériens, des dons aux associations humanitaires, etc. ? Déjà, il s'agissait à la fois de condamner sans ambiguïté les actes terroristes, d'en accueillir le plus généreusement possible les premières victimes, mais aussi de s'interroger sur les responsabilités de l'État algérien, et de refuser toute intervention de la France dans le conflit algérien, en dépit des attentats commis sur son sol.

C'est simple : ces prétendus intellectuels étaient sur les ondes et les plateaux de télévision, et péroraient déjà sur l'atteinte à l'« ordre républicain » qu'aurait constitué le port du voile par quelques jeunes filles

musulmanes – quelques, il faut y insister, car elles étaient d'ailleurs en très petit nombre. Et ils tentaient déjà d'enflammer la population dans le sens d'une guerre civile, quand l'exemple algérien montrait, au contraire, que rien n'était plus ruineux que l'alternative entre la violence d'État et le terrorisme (très exactement l'alternative dans laquelle ces idéologues de la pensée d'État veulent, à nouveau, nous enfermer). Or c'est bien cette double injonction mortifière – ou bien l'État, ou bien la terreur – avec laquelle il nous faut précisément rompre, si nous ne voulons pas, une fois de plus, réitérer les mêmes erreurs tragiques.

LA GUERRE AU TERRORISME, UNE CONTRADICTION INSOLUBLE

Le concept de « guerre contre le terrorisme » porte précisément en lui cette contradiction mortelle. C'est en effet une vision politique où il suffirait de « faire la guerre au terrorisme » comme on fait la guerre à un État et une armée conventionnelle. Seulement non : les actes terroristes, aussi sanguinaires et abjects qu'ils soient, ne sont pas des « actes de guerre ». Ce sont des actes apparentés à des actes de guerre civile ; et de fait, comme en 1995, à la suite du conflit qui a déchiré l'Algérie, les attentats que nous venons de connaître ne sont jamais que l'exportation d'une guerre civile, ou mieux, de différentes guerres civiles (entre irakiens, syriens, et plus largement, entre de multiples populations et confessions du Moyen-Orient).

Ces actes sont donc des actes de violence armée qui ne relèvent pas, qu'on le veuille ou non, de la guerre interétatique conventionnelle ; mais des actes de terreur qui entendent désigner, et exterminer un ennemi de façon absolue. Par conséquent, déclarer la guerre au terrorisme, c'est se condamner à une contradiction insoluble. C'est se laisser entraîner sur le terrain même des terroristes, et se laisser imposer le problème dans les termes qu'ils ont choisi. C'est vouloir mener une guerre conventionnelle, mais contre un ennemi désigné, à son tour, comme absolu (Carl Schmitt dirait, et ce n'est pas un hasard dans le cas qui nous occupe, un ennemi désigné de manière « théologico-politique », éthico-religieuse).

Ce sera donc, fatalement, à nouveau, comme en 2001 et 2003, une forme de guerre menée contre le « mal » et des « barbares » ; une forme de guerre où l'on s'autorisera – on l'entend déjà – à se montrer « impitoyable ». C'est-à-dire que l'on violera aussi bien – le ministre de l'Intérieur l'a déjà annoncé – les principes au nom desquels on a déclaré cette guerre.

LANCER UNE NOUVELLE CROISADE OU REFAIRE DE LA POLITIQUE ?

Il ne s'agit pas, bien sûr, de célébrer les vertus de la guerre conventionnelle. Mais ce type de guerre qui n'en est plus une, et qui vient pourtant, a un nom : comme le dit très bien Dominique de Villepin, c'est une croisade. La question est donc maintenant de savoir : nous laisserons-nous

encore une fois méduser par l'horreur, et entraîner, comme les États-Unis et pour partie déjà la France il y a plus de dix ans, dans de nouvelles guerres d'Irak et d'Afghanistan ? Par la faute – une de plus – d'un gouvernement aussi incompétent et aveugle que l'administration Bush ?

On est frappé, en effet, que le gouvernement socialiste français, à l'instar de l'administration républicaine en 2001, soit arrivé au pouvoir avec une vision, une inspiration politique datée des années 80/90 (comme l'a montré sa crispation dans les négociations avec l'Iran) : c'est-à-dire une inspiration à la fois néo-conservatrice, atlantiste, et une vision du monde pré-11 septembre.

Ou bien choisirons-nous de refaire de la politique au Moyen-Orient (de régler la question israélo-palestinienne ; et celle, ailleurs, des inégalités sociales criantes, qui vont croissant dans le cadre de régimes autoritaires et corrompus) ? De nouer de nouvelles alliances (à visée pacifique cette fois, ou du moins strictement défensive ; des alliances contractées, surtout, avec des organisations ou des régimes démocratiques, ou du moins en voie de démocratisation – l'on pense d'abord, bien sûr, aux kurdes du PKK ? De ne pas attenter, enfin, également, à nos propres principes de droit et à nos libertés publiques ?

Il est d'ores et déjà temps de se mobiliser : soyons au rendez-vous, dimanche, de la Marche mondiale pour le climat, et de l'Appel à la désobéissance.

● GILDAS LE DEM

Attentats, guerre, libertés : comment résister à l'état d'urgence ?

Les députés Barbara Romagnan et Noël Mamère ont voté contre la prolongation de l'état d'urgence, le directeur de Mediapart François Bonnet a défendu une vigilance critique. Comment ont-ils vécu la pression de l'unité nationale ?

Vendredi 13 novembre, Paris et Saint-Denis étaient frappés par les plus graves attentats de l'histoire du pays. Moins d'une semaine plus tard, les députés prolongeaient l'état d'urgence de trois mois. Au milieu de cette agitation, six députés et une poignée de journalistes ont tenté de faire entendre des voix discordantes, car raisonnées.

Barbara Romagnan, députée socialiste du Doubs, François Bonnet, fondateur et directeur éditorial de Mediapart, et Noël Mamère, député-maire de Bègles, nous expliquent leurs partis pris et les réactions que ceux-ci ont suscitées.

Regards. Est-ce que des électeurs, lecteurs ou simples concitoyens, vous ont interpellés pour vous faire part de leur avis ? Qu'ont-ils exprimé ?

Barbara Romagnan. Certains m'ont écrit pour me remercier, me dire qu'ils étaient contents du choix que j'avais fait. Et puis il y en a d'autres, moins nombreux, qui sont très fâchés. On m'a dit que j'étais irresponsable ou que je faisais ça avec des visées électoralistes – ce qui ne serait pas un très bon calcul. Des imbéciles m'ont dit : « Si vous aviez

eu un proche parmi les personnes décédées... » D'abord, ils n'en savent rien. Ensuite, quel est le rapport ? C'est supposer que tous les proches des victimes ou les gens qui habitent le quartier veulent tous l'état d'urgence. Ils ne comprennent donc pas mon vote, mais s'ils avaient eu à faire ce choix-là, ils ne sont pas forcément armés pour savoir comment répondre.

Noël Mamère. J'ai eu beaucoup de retours positifs, des messages de gens qui m'ont soutenu et félicité pour ma prise de position. Bien sûr, j'ai reçu quelques mails d'insultes, mais j'y suis plutôt habitué.

François Bonnet. Depuis les attentats, nous avons enregistré une avalanche de billets de témoignages ou de prises de positions, exprimant une diversité d'opinions importantes, mais peu de critiques. Il y a eu des désaccords exprimés par des lecteurs, mais je n'ai pas senti à cette occasion ce qui aurait pu être une rupture entre nous et notre lectorat. Sur des crises récentes, notamment sur l'Ukraine ou la Syrie, il y a eu des désaccords bien plus violents. Mais avec ce qui reste une toute petite partie de nos lecteurs. Sur notre couverture des attentats, les réactions sont dans le continuum de ce qu'est Mediapart, c'est-à-dire un dialogue permanent qui fait parfois opposition entre la rédaction et les lecteurs.

Avez-vous subi des pressions de la part des autres députés ?

Barbara Romagnan. Je n'avais pas dit ce que j'allais faire, à part à quelques camarades parmi les plus proches. Et quand bien même, si certains étaient venus me dire « ne fais pas ça », il est normal que l'on puisse discuter entre nous, qu'ils puissent me donner leur avis. Mais je suis assez grande pour faire mon choix. Il y en a peut-être qui pensent du mal de moi, mais ça n'est pas nouveau.

Noël Mamère. J'avais annoncé la couleur d'une manière très claire dès que l'annonce de la prolongation de l'état d'urgence a été formulée. Je l'ai bien sûr dit à mon groupe parlementaire, du moins à la composante à laquelle j'appartiens, et bien que partageant mes arguments, certains n'ont pas voté contre. Je n'ai eu aucune pression d'aucune sorte, mais je sais que les Français vont se réveiller avec la gueule de bois.

Regards. Que faire de cette contradiction entre les réactions positives et nombreuses que vous avez remarquées et le vote (quasi) unanime des parlementaires – avec le soutien tout aussi unanime des médias ?

Barbara Romagnan. Je pense que de nombreuses personnes sont vraiment dans l'incompréhension, ne savent pas comment se positionner. Évidemment, si

tout le monde avait voté l'état d'urgence, ils se seraient posés moins de questions. Qui comprend ce qu'implique l'état d'urgence ? Beaucoup croient encore que l'intervention à Saint-Denis a été possible grâce à l'état d'urgence, alors que cela n'a rien à voir. Tout cela nécessite encore des explications.

Noël Mamère. Il n'y a pas de contradiction. Ce n'est pas parce que l'on reçoit beaucoup de soutiens de la part de ceux qui ont une certaine idée de la gauche que, pour autant, nous sommes majoritaires. La seule chose qui peut paraître étonnante, c'est que cela ne provoque pas autant de mails vengeurs et d'insultes. Ceux qui ne partagent pas notre opinion restent silencieux, ce qui prouve peut-être qu'ils ne se sentent pas si à l'aise que ça.

François Bonnet. Les gens sont avides de comprendre et d'avoir des éléments d'explication. L'important pour nous n'était pas de produire des éditoriaux virulents, mais de faire de la pédagogie, de poser de manière non-polémique les questions, de fédérer. Nous avons tenté de rétablir du calme et de la réflexion dans un moment où ce sont plutôt le journalisme de caserne et l'hystérie générale qui occupent le premier plan. ● PROPOS RECEUILLIS

PAR LOÏC LE CLERC

LE DÉFI CLIMATIQUE

Elle aussi plongée dans l'état d'urgence, la COP21 risque d'être une occasion ratée d'élargir un mouvement climatique qui l'abordait avec une unité retrouvée et la ferme volonté de mettre les pouvoirs – étatiques et économiques – devant leurs responsabilités.

Des énergies galvanisées contre le changement climatique

À quelques semaines de la conférence de Paris, le mouvement climatique se présente en ordre de marche.

Vacciné de ses illusions passées, rassemblé dans toutes ses tendances, il profite d'une dynamique qu'il veut ancrer et élargir dans la durée.

À quelques semaines de la conférence de Paris, le mouvement climatique se présente en ordre de marche. Vacciné de ses illusions passées, rassemblé dans toutes ses tendances, il profite d'une dynamique qu'il veut ancrer et élargir dans la durée. « Changer le système, pas le climat. » Le maître slogan du mouvement climatique souligne bien devant quelle alternative se trouve l'humanité, et sous-entend qu'un seul des deux termes de cette alternative est soutenable. Là réside l'atout majeur de cette lutte : dans cette urgence établie par des échéances que nul ne pourra repousser indéfiniment, dans la conviction, aussi, que les alternatives existent. Face à la nécessité de faire des choix, le

capitalisme financier aura certainement beaucoup plus de mal à travestir les enjeux et les solutions que dans d'autres domaines.

À cet égard, la défaite quasiment consommée des « climato-sceptiques » est significative, dégageant un vaste champ des possibles que les militants de la « justice climatique » (une formulation qu'ils veulent rendre cardinale) entendent bien investir. Instruits de leurs échecs passés, fédérés dans une large coalition, portés par une préoccupation environnementale qui s'élargit constamment, ils veulent convaincre qu'un complet changement de modèle s'impose à tous les niveaux de l'activité humaine.

GOOD COP, BAD COP

Malgré ces vents favorables, le chemin à parcourir reste considérable. Ce chemin, les ONG n'ignorent pas qu'il ne fait passer que par la Conférence de Paris («COP21», pour 21^e édition de la Conference of the parties organisée par les Nations-unies sur les changements climatiques). D'abord parce qu'elles savent qu'il ne faut pas en attendre de résultats très concrets, de l'avis même des organisateurs qui ont revu leurs ambitions à la baisse. « L'accord va être illisible, jouer sur les mots », anticipe Alix Mazounie, membre du Réseau action climat (RAC) chargée des politiques internationales. « La dernière chose à faire est de nourrir des illusions, ce qui avait eu à Copenhague des effets délétères sur les mobilisations, et celui d'une gueule de bois durable pour les représentants de la société civile », estime Nicolas Haeringer, chargé de campagne pour 350.org, qui n'exclut toutefois pas « une date de sortie des combustibles fossiles, aussi imparfaite soit-elle, voire des objectifs à court et moyen terme ».

Des avancées très relatives, notamment du fait que les négociations sont enclavées, et qu'il s'agit justement de les placer plutôt au centre des négociations internationales. « La question du climat telle qu'elle est abordée dans une COP est placée dans une superstructure », regrette Christophe Aguiton, animateur de la Commission internationale d'Attac France. Pour ce dernier, le refus d'un accord contraignant de la part de certains

grands pays, dont les États-Unis, a pour conséquence absurde que « le sujet – la réduction des émissions de gaz à effet de serre – n'est en réalité pas discuté dans les COP ». Aussi celle de Paris doit-elle d'abord « donner le ton au mouvement pour les années à venir. Nous avons besoin de gagner la bataille au-delà de l'événement, de constituer une armée plus solide », lance Alix Mazounie. « L'échéance de Paris doit nous permettre de renforcer et d'élargir le mouvement pour l'ancrer dans le long terme », renchérit Juliette Rousseau, coordinatrice de la Coalition Climat 21. Un chantier a complètement relancé aux lendemains de la conférence de Copenhague en 2009, achevée sans l'accord qui devait succéder au protocole de Kyoto.

UNE COLÈRE RÉGÉNÉRATRICE

Le nouvel échec de celui de Varsovie, il y a deux ans, a en servi de catalyseur. En claquant la porte avec fracas (« Nous sommes sortis dans un seul cri », dit Alix Mazounie) pour protester contre « le manque d'ambitions et la mainmise du secteur privé sur les négociations », les ONG ont saisi la nécessité de se montrer plus humbles, de se fédérer, mais aussi de ne plus se conformer à l'agenda international. Cette colère a engendré d'un « moment fondateur », pour Alix Mazounie, et posé les fondations d'une large coalition réunissant environnementalistes historiques, altermondialistes, organisations religieuses, mouvements

de jeunes et syndicats. La force de cette coalition est bien d'intégrer des perspectives différentes, afin d'à la fois influencer les négociations et coordonner des mobilisations. Une complémentarité qu'illustrent le Réseau action climat (Climat Action Network à l'échelle internationale), qui maîtrise les rouages des négociations internationales, et Climate Justice Now !, qui a fait ses preuves en matière de stratégie de mobilisation. En France, « c'est un collectif sans précédent qui s'est constitué », assure Juliette Rousseau. Et qui a su mettre le couvercle sur les points de divergence – nucléaire, marché du carbone, relations avec les entreprises...

Depuis, la donne a changé, surtout sur le terrain. Le blocage de grandes infrastructures, l'obtention de victoires contre l'exploitation du charbon et le succès de mobilisations festives comme Alternatiba ont constitué des jalons. Chacun s'accorde surtout à voir un tournant majeur dans la réussite de la marche des peuples pour le climat, qui a réuni 300.000 personnes – trois fois plus qu'attendu – en septembre 2014 à New York. L'événement a galvanisé les énergies et qui fait désormais référence. Juliette Rousseau y voit le signe d'une « approche large et inclusive » et admire la capacité des mouvements américains à fédérer, à créer une dynamique de mobilisation. Alix Mazounie souligne la diversité des messages portés, leur efficacité pédagogique et l'élan commun malgré les divergences.

ENRACINER, ÉLARGIR LE MOUVEMENT

Le terrain s'est dégagé, le front s'est déplacé. Vers la dénonciation des « fausses solutions » avancées par les industriels et des incohérences des gouvernants. À l'instar du sponsoring de la COP21 par des multinationales impliquées dans des activités polluantes (EDF, Engie, Air France, Renault Nissan, BNP Paribas...), décidé par le gouvernement : une erreur stratégique qui a offert aux militants un beau levier argumentaire contre le greenwashing. Si ces derniers reconnaissent que, par exemple, le secteur de la banque et des assurances réfléchit sérieusement à amender ses pratiques, ils n'attendent pas une once de sincérité de la part des industries impliquées dans les énergies fossiles – dont une pétition exige l'exclusion des négociations. « On continue de croire que l'on va enrayer le changement climatique sans régler le problème des énergies fossiles », déplore Alix Mazounie, là où il faut d'ores et déjà « impulser un changement de fond dans l'économie réelle, changer de trajectoire et enclencher un mouvement de désinvestissement ».

Dans cette bataille au long cours qui ne se gagnera qu'en élargissant les mobilisations, l'enjeu est bien de rassembler au-delà des milieux militants. « Nous avons conscience que nous n'allons pas tout résoudre, mais qu'il faut mettre les gens dans la rue, estime Juliette Rousseau. Il faut articuler cette action avec

les luttes de résistance locales – qu'il faut déjà être capable de relier entre elles – démontrer que des alternatives sont possibles, et mener des campagnes comme invest / desinvest », précise Christophe Aguiton.

OPTIMISME ET VOLONTARISME

La cause a énormément progressé auprès de l'opinion, dont il faut continuer à développer l'attention, en particulier au travers d'actions concrètes en démontrant que le changement est possible, tout de suite et au quotidien, et qu'il permet de mieux vivre. Lancé en 2013 depuis le Pays basque, arrivé ce week-end place de la République à Paris, «Alternatiba, village des alternatives», s'inscrit parfaitement dans ce projet. Conférences, ateliers, animations et festivités diverses : les tournées de ce « grand carnaval des résistances » selon le mot de Nicolas Haeringer, ont « moins pour objectif de

parler que d'agir » et de « démontrer par la preuve la possibilité d'agir » pour Alix Mazounie.

Ce qui frappe en tout cas, dans un contexte de désespérance militante assez prononcée sur la plupart des fronts contre la mondialisation libérale, c'est l'optimisme et le volontarisme des activistes du climat, l'énergie qui se dégage de leurs propos. Christophe Aguiton, en « papy de la bande », salue en vrac la jeunesse, la place accordée aux femmes, le dynamisme et le pluralisme d'un mouvement dont le refus du sectarisme et la volonté d'un respect mutuel entre ses composantes favorise un fonctionnement idéal, évoquant même un « effet de bonheur ». Ces militant(e)s donnent en effet le sentiment d'être en ordre de marche... et de regarder vers un avenir qu'ils pensent vraiment pouvoir changer.

● JÉRÔME LATTA

Article extrait du dossier «Le climat, carburant de la révolution», dans le numéro été 2015 de Regards.

Le mouvement climatique est-il l'avenir de l'anticapitalisme ?

Fondé sur la convergence des luttes environnementales et altermondialistes, le combat contre le dérèglement climatique offre-t-il des perspectives de victoires contre la mondialisation libérale ? Les réponses de Christophe Aguiton et Maxime Combes.

Christophe Aguiton

Fondateur de Sud PTT puis de l'association AC ! et d'Attac dont il est toujours porte-parole, devenu chercheur, Christophe Aguiton est un acteur majeur du mouvement altermondialiste.

Maxime Combes

Économiste, membre d'Attac France et de l'Aitec, Maxime Combes est notamment le co-auteur de *Les Naufragés du libre-échange*, de l'OMC à TAFTA (*Les Liens qui libèrent*).

Le 27 juin, une vaste coordination internationale de mouvements sociaux, d'ONG écologistes, d'associations d'aide au développement, de syndicats et de groupes religieux a publié

un texte intitulé "Épreuve des peuples sur le climat". Il se conclut notamment sur cette adresse : « Nous voyons Paris comme un début et non une fin ; une opportunité de connecter les demandes pour plus de justice, d'égalité, de sécurité alimentaire, d'emplois, et de droits ; une chance aussi de renforcer la société civile afin que les gouvernements soient forcés d'être à l'écoute et d'agir dans l'intérêt des peuples, et non plus en faveur des intérêts de la minorité que constitue les élites. »

Si le mouvement climatique présente aujourd'hui un front large et uni (lire «Des énergies galvanisées contre le changement climatique»), on constate aussi que son discours s'est significativement politisé et qu'il reprend à son

compte des aspirations – renouveau démocratique, justice sociale, respect des droits humains – présentes dans tous les mouvements de résistance anticapitalistes récents. La prise de conscience des causes et des effets dévastateurs du dérèglement climatique, pas seulement pour l'environnement, engage de fait une critique du capitalisme. Jusqu'à quel point ?

DES ORIGINES ALTERMONDIALISTES

La mouvance qui s'est constituée autour des luttes pour le climat est pour une part significative l'héritière d'un altermondialisme qui avait vu s'affaiblir ses mobilisations originelles contre la Banque mondiale, l'OMC le G7 et les traités de libre échange, alors calées sur l'agenda des forums sociaux et des contre-sommets. Christophe Aguiton l'admet volontiers, mais il souligne que l'altermondialisme a eu des débouchés politiques majeurs en Amérique du Sud, et qu'il a irrigué d'autres contestations, depuis la création de Syriza aux lendemains du Forum social européen d'Athènes de 2006 jusqu'à Occupy et les Indignés, qui ont emprunté une partie de l'organisation et de la culture politique des alters : horizontalité, refus du porte-parolat, conviction que la diversité des opinions est enrichissante et n'oblige pas à trouver une unité artificielle. Des principes qui imprègnent aussi la constellation climatique. Christophe Aguiton rappelle par ailleurs le basculement précoce du mouvement vers d'autres terrains : « Le mouvement alter est

suffisamment plastique pour être capable de se reconfigurer et d'épouser des causes qui n'étaient pas initialement les siennes. » Il fait ainsi remonter à une dizaine d'années un tournant en son sein, avec la prise de conscience de l'importance des questions environnementale et leur ancrage dans de nouvelles luttes, contre les « grands projets inutiles et imposés » ou contre l'exploitation du gaz de schiste. « Ce changement procède aussi de rencontres cruciales sur le plan idéologique avec des acteurs comme les Indiens d'Amériques du Sud, autour de la l'aspiration au bien vivre : vivre mieux plutôt que vivre plus. »

Maxime Combes situe lui aussi la reconfiguration dans la période 2006-2009. « Le blocage des négociations au sein de l'Organisation mondiale du commerce coïncide alors avec la montée du dérèglement climatique dans le débat public, et les ONG investies dans la défense de la justice globale vont s'impliquer de plus en plus dans les négociations climatiques. »

ALTERS ET VERTS : UNE CONVERGENCE

La création de Climate Justice Network en 2007, à l'initiative de la fédération internationale des Amis de la terre, marque une nouvelle alliance entre écologistes et organisations traditionnellement impliquées dans l'agenda financier et commercial international. Aussi a-t-on assisté, selon Maxime Combes, à une « double recomposition du mouvement altermondialiste et du mouvement environnementaliste ». « Le regroupement et l'élargissement des familles

de la justice climatique a accéléré l'effet fédérateur », analyse Christophe Aguiton. Pour Maxime Combes, cette convergence résulte également de « l'élargissement de la question sociale à la question citoyenne face aux multinationales, aux élites et aux institutions internationales ». Et la parenté se retrouve dans le principe de solidarités internationales entre des mouvements nationaux qui se coordonnent, dans les solidarités translocales que résumant le slogan adopté d'emblée par les opposants au gaz de schiste : « Ni ici, ni ailleurs ».

Même si leurs nombreuses composantes se positionnent de diverses manières, les activistes du climat ont été poussés vers un registre plus politique, après le sommet de Copenhague, par la perte de leurs illusions sur la capacité des négociations à engager un vrai changement. « Les ONG vertes ont désormais une analyse plus globale de la question climatique. Le schisme entre la question climatique et celle de la globalisation financière se réduit », estime Maxime Combes, qui voit dans l'implication de Nicolas Hulot dans le dossier du traité transatlantique (TTIP ou TAFTA) un signe parmi d'autres d'une approche plus systémique du sujet. « TAFTA ou climat, il faut choisir »... L'économiste note aussi que les discours entendus au cours de la préparation de la COP21 ont été plus connectés à la critique du capitalisme qu'avant Copenhague. Même la surprenante encyclique du pape François, qui appuie l'idée que le climat n'est pas seulement une question environnementale, peut contribuer à dépasser ce cloisonnement...

À UN POINT DE BASCULEMENT

La dynamique est réelle, les conditions favorables, mais le « mouvement climatique » n'est pas forcément à un stade très avancé de son développement, et la convergence est loin d'être achevée. « Il y a encore du boulot, et ce boulot ne va pas de soi. Une coalition aide à constituer un mouvement, mais elle ne fait pas un mouvement, constate Christophe Aguiton. « On voit des luttes environnementales, mais pas encore de mouvement pour la justice climatique. C'est un des défis pour nous tous : stabiliser un mouvement permanent comme le fut le mouvement ouvrier. »

Se pose alors la question de savoir dans quelle mesure ce mouvement assumera une critique frontale du capitalisme contemporain ? Car « si les ponts intellectuels entre les mouvements anti-austérité européens et le mouvement climatiques existent, ils sont difficiles à concrétiser sur le terrain, regrette Maxime Combes. Les lignes sont en train de bouger, mais certaines ONG environnementales ont encore du mal à intégrer, au-delà de la dimension technique liée au changement climatique, la dimension proprement politique liée à mainmise des multinationales, aux orientations néolibérales. »

Constatant la « cristallisation » actuelle, le militant estime que le mouvement pour le climat est parvenu à un point de basculement. « Je ne sais pas ce qui va l'emporter, entre une critique systémique qui attaque le cœur de la machine capitaliste,

et la croyance en la capacité du capitalisme à s'auto-réformer, à se verdier un peu ». Et il redoute les mots d'ordre dépolitisants qui éludent les véritables causes de la crise climatique, à l'instar de la récente campagne gouvernementale "Je change le climat" qui met l'accent sur les gestes individuels. « Le discours universalisant "Nous sommes tous responsables" comporte le risque d'invisibiliser les vrais responsables. On peut dire «Nous sommes tous dans le même bateau», mais nous n'avons pas tous des rames de la même longueur et nous ne tenons pas tous le gouvernail. »

VERS UNE SORTIE DU CAPITALISME ?

À propos de la nécessité d'un dépassement des luttes pour le climat, Maxime Combes rappelle « l'éternelle tension qui traverse les mouvements d'émancipation depuis deux siècles, la bataille entre Bakounine et Marx, l'alternative entre changement de bas en haut ou de haut en bas ». « On a dans la bataille climatique les éléments pour dépasser cette polarité. Va-t-on y parvenir ? », s'interroge-t-il, soulignant que ce dépassement est au juste-milieu au cœur de la démarche d'Alternatiba et du propos de Naomi Klein.

Une autre variable de l'équation concerne la capacité des composantes politiques de la gauche à embarquer dans l'arche

de Noé du climat : toutes n'ont pas verdi avec le même enthousiasme, en particulier celles qui restent attachées à la croissance et à certains secteurs industriels. De ce point de vue, la notion d'écossocialisme a peut-être des vertus rassembleuses. « Le mouvement climatique oblige à revoir, sur le plan doctrinal, la pensée de la gauche classique. Qu'on aime ou pas le terme d'écossocialisme, son emploi montre que les gens ont compris qu'il faut changer de logiciel », affirme Christophe Aguiton.

La traduction politique du mouvement climatique reste donc incertaine. Deux inconnues majeures président à son avenir : l'évolution des équilibres en son sein, et le rapport de forces qui va s'établir avec les gouvernants au cours des années à venir – dont l'étape de la COP21 donnera quelque idée. Ce rapport de forces permettra-t-il d'infléchir significativement la marche du monde, au-delà des politiques énergétiques ? Le changement de modèle qu'appelle l'urgence climatique – la transformation des modes de production et de consommation – engage-t-il le remplacement du programme capitaliste ? Une chose essentielle, au moins, est aujourd'hui acquise : ce scénario est devenu plausible.

● **JÉRÔME LATTA**

Article extrait du dossier «Le climat, carburant de la révolution», dans le numéro été 2015 de Regards.

Juliette Rousseau :

« Le mouvement climatique ne va pas s'éteindre à Paris à cause de l'état d'urgence »

La coordinatrice de la Coalition Climat 21 regrette l'annulation des manifestations autour de la COP21, mais annonce d'autres formes de mobilisation, et insiste sur des enjeux qui dépassent l'événement.

Le gouvernement a annoncé le maintien de la COP21, mais aussi l'annulation des manifestations publiques prévues à cette occasion, remettant en cause les mobilisations prévues de longue date par le mouvement climatique. Juliette Rousseau est coordinatrice de la Coalition Climat 21 qui regroupe 130 organisations internationales.

Regards. Comment réagissez-vous à l'annulation de la marche du 29 novembre et des mobilisations du 12 décembre ?

Juliette Rousseau. C'est un coup dur qui nous est porté puisque nous préparions ces mobilisations depuis un an et demi, que nous sentions l'engouement

monter et espérons une très large participation – en particulier pour cette question du climat, qui est assez nouvelle en France, en termes de mobilisations. C'est d'autant plus difficile à vivre que le gouvernement nous a imposé ces interdictions sans envisager les alternatives que nous espérons : tout en sachant qu'un maintien dans les formes prévues serait difficile, nous imaginions que d'autres formules seraient possibles, dans un stade ou d'autres lieux.

Le gouvernement a fermé la porte à ces alternatives ?

Oui. Mais, nous ne renonçons pas à nous mobiliser. Cette mobilisation est internationale, pas seulement parisienne ni fran-

çaise. À ce jour, 2.172 activités sont prévues dans plus de 150 pays, ainsi que 27 marches dans les grandes capitales du monde entier. Que Paris marche ou non, des millions de personnes seront dans la rue les 28 et 29 novembre. Et de notre côté, dès aujourd'hui avec des militants et des artistes, nous allons imaginer des formes alternatives de mobilisation. Notamment en ligne, mais aussi avec des moyens symboliques et visuels pour occuper Paris d'une autre façon, pour s'insérer dans d'autres espaces. La volonté de mobiliser ne nous a pas abandonnés : il est de toute façon fondamental de refuser qu'une COP ne soit qu'un espace de négociation entre chef d'État et personnalités accréditées.

Le Sommet citoyen pour le climat, les 5 et 6 décembre à Montreuil, et la Zone d'action pour le climat, du 7 au 11 décembre au 104-Paris, sont-ils maintenus ?

Oui, ce sont des événements qui se déroulent «en intérieur». Nous ne pouvons pas organiser les manifestations de masse prévues, mais nous nous servirons de ces espaces de rencontre et d'organisation pour préparer les mobilisations de 2016 et des années à venir.

L'annulation de cette partie des événements prévus autour de la COP21 peut-elle avoir une influence négative sur l'issue des négociations, en desserrant la pression sur les négociateurs ?

Les négociations ne se jouent pas au moment de la COP, mais lors des discussions intermédiaires... S'il est important de produire des manifestations massives lors des événements pour exercer une pression, nous savons parfaitement – depuis le sommet de Copenhague qui avait été un échec malgré de telles mobilisations – que la crise climatique ne sera pas résolue par un sommet. Aussi nécessaires soient ces sommets, seuls espaces démocratiques ouverts aux petits pays les plus impactés, on en connaît les limites.

Vous ne craignez donc pas que les restrictions compromettent l'occasion d'étendre la conscience de l'urgence climatique dans l'opinion ?

Nous ferons tout pour que ce ne soit pas le cas. Pour nous, la perspective de mobiliser massivement à Paris s'inscrivait d'abord dans la nécessité d'aller toujours plus loin dans la construction d'un mouvement pour la justice climatique (lire aussi «Des énergies galvanisées contre le changement climatique»). C'était le sens de la marche de l'an dernier à New York, avec 400.000 personnes dans les rues, c'est celui des mouvements et des luttes contre les extractions pétrolières en Alaska, contre le pipeline Keystone entre le Canada et les États-Unis ou l'occupation d'une mine de charbon en Allemagne par 1.500 personnes. Ce mouvement extrêmement vivant s'incarne dans des campagnes internationales, dans des actions

de désobéissance de masse. Il ne va pas s'éteindre aujourd'hui à Paris à cause de l'état d'urgence. La mobilisation aura lieu, certes autrement, mais Paris sera quand même une étape de plus dans la construction de ce mouvement.

Le risque n'est-il pas que l'attention médiatique soit cannibalisée par d'autres sujets ?

Nous n'avons jamais eu autant d'attention médiatique que depuis les attentats de vendredi... Des médias qui ne s'étaient jamais intéressés à la question nous appellent, dont beaucoup de médias internationaux.

Comment les événements vont-ils influencer sur les débats autour de la COP ? Allez-vous insister sur la façon dont la question climatique est liée à celle des conflits actuels au Proche et Moyen-Orient ?

Il faut certainement que nos discours soient plus articulés sur ces aspects, mettent l'accent sur les liens entre géopolitique, énergie et climat. On sait que Daesh se finance avec le pétrole, que les liens que la France entretient avec l'Arabie Saoudite et d'autres pays producteurs sont éminemment liés à la question des énergies fossiles et du pétrole. Notre mouvement vise un monde libéré de la crise climatique, qui ne puise plus dans ses réserves fossiles et compte sur les énergies renouvelables. Quand l'auto-

« La crise climatique, passé un certain stade, ne nous permettra pas de vivre dans un monde pacifique »

nomie énergétique sera assurée, une grande partie des conflits dans le monde ne pourra plus être abordée de la même manière. La crise climatique, passé un certain stade, ne nous permettra pas de vivre dans un monde pacifique.

À plus longue échéance, faudra-t-il repenser la forme des actions et des discours militants ?

Nous avons commencé à échanger avec nos partenaires américains, qui ont l'expérience de l'après-septembre 2001, sur les manières dont les mouvements sociaux peuvent continuer à exister, à revendiquer le droit de se mobiliser, à porter un discours critique dans un contexte de lutte contre le terrorisme, dans un contexte qui est celui d'une guerre. Nous sommes sans nul doute contraints de nous poser de telles questions.

● **ENTRETIEN PAR JÉRÔME LATTA**

LA GAUCHE ENTRE FRACTURES ET ESPOIRS DE RECONSTRUCTION

Les élections régionales pourraient marquer un nouveau recul pour une gauche radicale qui se présente divisée, ou du moins sous des alliances très peu lisibles, devant les électeurs. Mais ailleurs, les initiatives et l'agitation sociale perdurent...

Le Front de gauche en données corrigées des variations régionales

À quelques semaines des élections régionales, et maintenant que les listes ont été déposées, un point sur les alliances au sein de la gauche, région par région.

La France métropolitaine comprend désormais douze régions auxquelles s'ajoutent la Collectivité territoriale de Corse qui dispose d'un statut particulier, de pouvoirs étendus, d'un mode de scrutin propre et disons-le d'une réalité politique spécifique. Douze régions, donc, et pas mal de configurations mais avec deux constances tout de même : une liste qui comprend les écologistes est nécessairement menée par EELV, les autres sont forcément dirigées par un membre du PCF.

LE FRONT DE GAUCHE SOUS L'ÉGIDE LOCALE DU PCF

Ce fut long, difficile, crispant parfois, mais dans six régions le cadre du Front de gauche, comme cartel électoral a été préservé en tant que tel : Bretagne, Normandie, Alsace Champagne-Ardenne, Lorraine, Bourgogne Franche-Comté,

Aquitaine Poitou-Charente Limousin et Île-de-France. Dans la plupart de ces régions, des discussions avec les écologistes ont eu lieu, à chaque fois, EE-LV a décliné la proposition, à chaque fois, donc, le Parti communiste aura la tête de liste.

Si, région par région, il ne fait pas de doute que le PCF demeure l'organisation numériquement hégémonique, il n'en demeure pas moins que le résultat global reste problématique et au final assez révélateur de l'état du Front de gauche. Le dysfonctionnement, pour ne pas dire l'absence de fonctionnement tout court des instances nationales, a renvoyé les négociations à l'échelon local avec ce résultat inévitable.

AU SUD, LA GRANDE UNITÉ

Annoncée un peu partout, l'unité du Front de gauche et d'EE-LV n'aura fina-

lement lieu que dans deux régions : Provence-Alpes-Côte d'Azur (PACA) et Languedoc-Roussillon, Midi-Pyrénées (LRMP). Dans les deux cas, les listes seront conduites par des écologistes – la conseillère régionale Sophie Camard et le vice-président de l'actuelle région Midi-Pyrénées, Gérard Onesta. Quoi qu'on puisse penser de la radicalité de ces deux listes, il n'en demeure pas moins que chacune d'elle peut remplir une fonction essentielle.

En PACA, la liste rassemblée peut dépasser les 10% et assurer une présence de la gauche au second tour à l'heure où, côté socialiste, les bruits de retrait voire de fusion pour empêcher une victoire du FN se font insistants. Dans le Sud-Ouest, région qui restera à gauche, c'est la possibilité d'arriver en tête de la gauche qui est en jeu. Ce ne sera pas facile. Le Parti socialiste bénéficie encore de solides appuis dans l'un de ses bastions historiques, mais – signe peut-être d'une certaine fébrilité – il sponso- rise en sous-main une liste écologiste concurrente, celle de Christophe Cavard (député EE-LV) qui a rejoint Écologistes ! La formation de Jean-Vincent Placé et François de Rugy. Cette liste, créditée de 2 à 3%, a de manière tout aussi remarquable qu'inexpliquée réussi à obte-

nir un financement pour les élections. Le Parti socialiste qui n'avait plus que trois à quatre points d'avance, creuse ainsi à nouveau l'écart...

LE PG CHOISIT LES ÉCOLOGISTES

Dans deux régions, le Front de gauche a littéralement explosé devant la possibilité d'un accord avec les écologistes.

En Auvergne Rhône-Alpes, la situation se décline ainsi : d'un côté le PCF seul, de l'autre un rassemblement EE-LV, PG, Ensemble Rhône-Alpes ainsi que Nouvelle donne conduit par l'écologiste Jean-Charles Kohlhaas. Il ne fait guère de doute que les écologistes ont toujours aspiré à un rassemblement sans le PCF, mais ce dernier a tout fait pour leur donner satisfaction. Empêtré dans ses problèmes internes (entre les deux régions et au sein même de Rhône-Alpes), le PCF a attendu la fin juin pour annoncer qu'il ne partirait pas avec le PS laissant largement passer le train du rassemblement.

Dans le Nord Pas-de-Calais Picardie, région au centre de l'attention médiatique, le PG a choisi de rallier la liste de l'écologiste Sandrine Rousseau pendant que Ensemble-Nord Pas-de-Calais faisait le choix de soutenir le communiste Fabien

Roussel. D'évidence, la compatibilité sur une même liste des communistes et des écologistes dans cette région n'allait pas de soi. Pourtant, à l'heure où le Parti socialiste, miné par la politique gouvernementale et les multiples affaires locales, s'effondre aux alentours de 15%, et envisage de plus en plus de s'effacer voire de fusionner avec Les Républicains de Xavier Bertrand, il y a peut-être là une occasion manquée. La situation de l'entre-deux tours risque de laisser quelques regrets.

LE PCF EN SOLO INTÉGRAL ET ENSEMBLE SE DIVISE LUI-MÊME

Outre la région Auvergne Rhône-Alpes, le PCF a réussi le tour de force de partir seul dans deux autres régions : Pays de Loire et Centre-Val de Loire. Au terme de discussions houleuses, tant le Parti de gauche qu'Ensemble ! ont jeté l'éponge et seront donc absents des élections régionales. En Pays de Loire, l'accord s'est fracassé sur les désaccords au sujet de l'aéroport de Notre-Dame-des-Landes. Le sujet était délicat entre partisans et adversaires du projet. Même la proposition d'un accord de compromis – autour du refus de toute intervention policière et l'opposition à tout début des travaux tant

que les recours ne sont pas épuisés – a été refusée par le PCF de Loire-Atlantique. Pire, le choix d'un second de liste dans ce département, membre du MRC et fervent partisan d'un passage en force pour imposer l'aéroport, a mis un terme à toutes discussions.

Souvent partisan infatigable de l'unité, Ensemble ! a réussi par finir divisé dans deux régions. En Auvergne Rhône-Alpes, les militants de l'Auvergne sont restés en majorité l'arme au pied et n'ont pas rejoint la liste emmenée par EE-LV. Dans le Nord Pas-de-Calais, Picardie les militants picards ont eux aussi jeté l'éponge et se sont mis en retrait. Si les situations n'étaient certes pas simples, il n'en demeure pas moins qu'il y aura matière à discussions à l'issue des élections.

Avec cinq configurations pour douze régions les différentes organisations constitutives du Front de gauche ont su exploiter au maximum le spectre des alliances possibles. Affirmer qu'une telle inventivité est un signe de vitalité serait sans doute osé. Penser que c'est un encouragement pour la suite relève incontestablement de l'acte de foi. Pour rester positif, la multiplicité des cadres testés permettra au moins un bilan quasi exhaustif des politiques possibles.

● **GUILLAUME LIÉGARD**

Un «Mouvement commun» pour faire avancer la gauche

**Lancé ce dimanche en présence de la plupart des dirigeants
de la gauche critique, le Mouvement commun
– entre mouvement social et mouvement politique –
veut réconcilier acteurs associatifs, syndicaux
et citoyens avec la construction politique.**

C'était l'endroit où il fallait être. Ce dimanche 8 novembre, en pleine campagne pour les élections régionales, le lancement du Mouvement commun, porté par le député PS frondeur Pouria Amirshahi, a réussi son pari. À Montreuil, plusieurs centaines de personnes – militants politiques et associatifs, représentants du mouvement social, de Paris et de province – ont participé à ce moment fondateur, qui a bénéficié de la présence bienveillante de la plupart des ténors de la gauche critique.

« Ni parti politique ni écurie présidentielle », le Mouvement commun entend renouer avec « l'espoir » et le « rassemblement » d'une famille dont l'émiettement se poursuit. Les initiateurs, forts d'un appel signé par deux mille personnes, invoquent autant Podemos

que la première campagne d'Obama, l'ébullition de la révolution citoyenne en Tunisie ou l'expérience grecque. Tout pour renouer avec la convergence des différentes familles de la gauche, qu'elle soit politique, associative, syndicale ou citoyenne.

POLITIQUES À L'ÉCOUTE DES ASSOCIATIFS

Dès 13h45, des dizaines de personnes sont déjà massées. On est surpris de se retrouver là, on se salue, on s'embrasse. Les premiers échanges ont lieu sur le trottoir devant La Parole errante, nom du lieu d'accueil. Tout un symbole, comme si la parole de gauche errait plus dans le mouvement social que dans sa traduction politique.

Dans les ateliers qui permettent, après une courte présentation, aux présents de participer à la mise en marche du Mouvement commun, une voix s'élève : « Depuis dix ans, les effectifs du mouvement associatif augmentent régulièrement et ceux des partis ne cessent de diminuer... Vous ne trouvez pas que ça pose question ? » Dans la foulée de la rencontre «Échanger pour changer», organisée par Pouria Amirshahi en septembre 2014, les militants politiques se font humbles, à l'écoute. Guillaume Balas, eurodéputé et secrétaire général de la tendance socialiste Un monde d'avance, assiste à l'intégralité de son atelier, prenant beaucoup de notes et intervenant peu.

Antoine de Cabanes, militant communiste, lui aussi, participe studieusement au groupe de travail réuni dans la vaste salle montreuilloise. À l'instar de Julien Bayou, porte-parole d'Europe Écologie-les Verts, Antoine voit dans l'organisation du travail des échos aux «chantiers d'espoir» initiés en début d'année par cinq cents personnalités majoritairement issues de la gauche de gauche. La différence du Mouvement commun est de taille : c'est au sein de la sensibilité socialiste qu'émerge le mouvement social lancé à Montreuil. « C'est parce qu'elle témoigne des bougés au sein de la famille sociale-démocrate que cette initiative est intéressante », se félicite Manuel Menal, militant communiste parisien.

PASSERELLES ENTRE LES COMPOSANTES DE LA GAUCHE

Auréolé de son récent vote contre le budget présenté par le gouvernement, Pouria Amirshahi réussit le pari de crédibiliser une dynamique auprès de partenaies assez prompts aux préalables. Ainsi, la Montreuilloise Dorothée, en rupture de PS depuis 2013, ne peut retenir un « Pouria, oui, il est bien... Mais il est encore au PS ». La volonté du Mouvement de travailler aux convergences sans exiger de préliminaires et, pour cela, de « se projeter après 2017 », se heurte déjà à des réflexes bien ancrés. Éric Coquerel mène, « sans arrière-pensées ni préventions », la délégation du Parti de gauche (PG) : « Tout ce qui apparaît comme une démarche critique de la politique du gouvernement nous intéresse ».

Mais le numéro deux du PG prend le temps de rappeler une des « faiblesses » du Mouvement commun : « Contourner 2017, alors que les forces anti-austérité rassemblées pourraient casser la baraque, nous semble une erreur. Et cette volonté ne doit pas laisser penser que rien n'existait avant. Nous ne sommes pas devant une feuille blanche. » Et de rappeler les Comités unitaires anti-libéraux, le Front de gauche... pendant que Marie-Noëlle Lienneman, sénatrice PS de Paris, mentionne Gauche avenir comme une des nombreuses pas-

serelles entre les composantes de la gauche.

C'est effectivement dans cette dynamique, inscrite depuis 2005 et la campagne de gauche pour un «non» au traité constitutionnel européen que se situe le Mouvement commun. L'envie d'avancer ensemble, de se rassembler autour d'actes concrets, l'emporte parmi les présents.

DÉPASSER LA CRISE DES PARTIS

Beaucoup des participants, y compris parmi les dirigeants présents, diagnostiquent les partis politiques en bout de course. Cécile Duflot résume la contradiction : « Nous avons besoin de partis mais ils ne peuvent pas résumer le projet, le réarmement politique ni même le questionnement du rapport de la gauche au pouvoir ». À quelques dizaines de mètres, Soumia Zahir, « ex élue, ex militante, ex responsable fédérale, ex... », est plus sévère : « Les partis politiques sont coupés de la réalité, du terrain... Ils envoient des éléments de langage aux militants qui vont à porte-à-porte. Les partis ne sont plus que dans la reproduction des élites ». Échaudée et craignant l'eau froide, elle est pourtant venue avec, encore, de l'espoir.

Comme Soumia, Marie-Christine Vieirgeat, eurodéputée apparentée Front de gauche, se réjouit d'un rassemble-

ment qui dépasse « les intérêts partisans, forcément de court-terme ». « Des mots de l'appel me réjouissent, notamment cette volonté de mettre du «nous» à la place du «je» », poursuit la parlementaire élue dans le Sud-Est. Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble, une des composantes du Front de gauche, salue « un état d'esprit qui inscrit une dynamique non dans un nouveau cartel de partis mais dans une mobilisation citoyenne ». Pour elle, « ce qui fonde cette initiative n'est pas soluble dans un soutien à la politique gouvernementale. Les signataires se trouvent placés devant la responsabilité de faire émerger une nouvelle force politique, résolument de gauche. »

Le Mouvement commun ne sera donc « ni un parti, ni un club, ni un think tank », mais « un mouvement interactif, inventif et créatif », martèle Anna Melin, une des fondatrices de la nouvelle mouvance. Peu importe si une bonne partie des dirigeants de gauche présents passent plus de temps à discuter à l'extérieur plutôt que d'assister aux travaux des ateliers. « Cela montre qu'ils ont toujours envie et besoin de se parler, sourit Fanélie Carrey-Conte, députée socialiste de Paris, en sortant de son groupe de travail. Si, déjà, nous leur offrons un espace pour échanger, alors que la campagne est difficile, c'est déjà bien. »

● UATHANAËL UHL

Derrière la vitrine du «dialogue social», un monde du travail en ébullition

Malgré les déclarations du gouvernement, le monde du travail est au bord de l'implosion, traversé de conflits invisibles dans les grands médias. L'exécutif marginalise les syndicats contestataires pour préparer sa prochaine loi sur le travail.

Pour le gouvernement, malgré l'affaire Air France, dans laquelle quelques syndicalistes « voyous » devront porter la responsabilité, le dialogue social serait en progression dans le pays. « Cent accords signés par jour : le dialogue social est une réalité », clamait l'exécutif le 19 octobre, jour de la dernière conférence sociale du quinquennat, dans un pied de nez à la CGT et à Solidaires, qui ont décidé de boycotter l'événement. Durant son discours de clôture, le premier ministre a avancé ses arguments : chaque année, 1.600 accords de branche seraient conclus, tandis que les mouvements de grève seraient « en constante diminution ».

Le conflit est-il en reflux dans le pays, au profit d'un dialogue social « apaisé », apêlé de ses vœux par l'exécutif ? Le cli-

mat social actuel viendrait plutôt contredire ce récit. Que les chiffres viennent également relativiser.

DEPUIS 2010, UN CONTEXTE DÉFAVORABLE À L'ACTION COLLECTIVE

Les dernières données sur la question¹ révèlent un recul, à court terme, des entreprises touchées par une grève : de 3,3 % en 2010 à 1,3 % en 2012 dans les entreprises de plus de dix salariés, de 45 % à 27 % dans les entreprises de plus de 500 salariés. Mais cette évolution est d'abord liée à des facteurs conjoncturels. « 2010 est une année charnière, un pic de mobilisation marqué par la défaite du mouvement sur les re-

1. Publiées fin 2014 par la Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (DARES), elles concernent l'année 2012.

traites », analyse Jean-Michel Denis, sociologue au Centre d'études de l'emploi (CEE). « La conflictualité est aussi liée à la conjoncture économique, ajoute le chercheur. La crise rend les conflits plus difficiles à organiser. Depuis 2010, on est entré dans un cycle très défensif et très localisé. »

À long terme, la tendance est moins évidente. La période suivant la grève (victorieuse) de 1995, qui est aussi une période de reflux du chômage, est au contraire marquée par une intensification du conflit dans les entreprises. « Entre 2002 et 2004, 30% des établissements de plus de vingt salariés ont connu au moins un conflit collectif, relevait la DARES en 2007². Les arrêts de travail demeurent un mode d'action fréquent mais d'autres formes, comme le refus d'heures supplémentaires et la pétition, ont davantage progressé. Les conflits individuels sont aussi plus nombreux. »

IMPASSE MÉDIATIQUE SUR LES CONFLITS SOCIAUX

En tenant compte de l'ensemble des modes d'action, et non seulement des grèves, la conflictualité sociale a fortement progressé entre 1995 et 2005, avant de se stabiliser à un niveau plutôt élevé jusqu'en 2010. À partir de 2011, les seules données disponibles concernent les arrêts collectifs de travail.

2. Ces chiffres sont produits sur déclaration des directions d'entreprises. Ils doivent être considérés comme une fourchette basse, comme la DARES le précise elle-même.

Mais ces chiffres ne fournissent qu'une représentation partielle et provisoire de la réalité. La prochaine étude approfondie, portant sur toutes les formes de conflit, sera conduite par la DARES à partir de 2016.

Surtout, au delà des chiffres, les conflits sociaux paraissent aujourd'hui bien vivants, aussi nombreux sur le terrain qu'invisibles dans les grands médias. Faut-il s'en étonner, alors que la concentration de la presse atteint des niveaux sans précédent, depuis la dernière vague de rachats par les milieux d'affaires ? On entend bien peu parler des salariés décédés depuis un an chez ArcelorMittal, au nombre de quatre, dont trois à Dunkerque, où les représentants du personnel dénoncent des conditions de travail en dégradation, le recours à l'intérim et à la sous-traitance, le manque d'investissements réalisés pour garantir la sécurité.

LE TRAVAIL AU BORD DE L'IMPLOSION

Couvert d'une chape de plomb, le monde du travail est sous pression, et les signaux d'alerte se multiplient. À La Poste, les conflits sont quasi quotidiens depuis au moins deux ans, presque exclusivement relayés par la presse régionale. De plan de transformation en plan de transformation, le scénario rappelle Air-France. Aux Hôpitaux de Paris (AP-HP), 75.000 salariés, les grèves se succèdent depuis 6 mois contre un

projet de réorganisation du temps de travail. Dans le secteur privé, les salariés de l'entreprise Graftech, en Savoie, occupent actuellement leur usine qu'un fonds d'investissement américain entendait «nettoyer». Les luttes sont également nombreuses dans le commerce, les services de nettoyage, les transports. Sans action collective, la violence est individualisée, voire intériorisée par les salariés, au prix de leur santé. Les nouvelles pathologies physiques (troubles musculo-squelettiques) ou psychiques (souffrances et burn out) sont en forte progression, tandis que dans certains groupes, les restructurations sont à l'origine de suicides. Le e-commerce et ses infrastructures logistiques – symbolisés par Amazon, la firme du milliardaire Jeff Bezos – sont en pleine expansion, à l'avant-garde des méthodes de management les plus agressives. On y tente, par tous les moyens, d'empêcher l'organisation des salariés.

AU NIVEAU NATIONAL, UN «DIALOGUE SOCIAL» TRÈS SÉLECTIF

« Mon objectif, c'est la réforme, et ma méthode, c'est le dialogue social », martèle François Hollande depuis trois ans, en réponse à la crise. Mais au niveau national, les indicateurs du délabrement social sont tout aussi nombreux. Dès 2013, l'accord national interprofessionnel (ANI) n'a été signé que par la CFDT, la CFTC (travailleurs chrétiens)

et la CFE-CGC (Confédération générale des cadres). Fin 2014, la négociation paritaire sur le dialogue social a été un échec, et le gouvernement a dû présenter son propre projet de loi. Les passages en force de la loi Macron ont également révélé l'incapacité de l'exécutif à légitimer sa politique économique et sociale.

Depuis la rentrée, ce processus s'est intensifié. Le 15 octobre, la CFDT, la CFE-CGC et la CFTC ont conclu, sous pression du gouvernement, un nouvel accord avec le Medef sur les retraites complémentaires. Celui-ci aboutit, de fait, à un recul d'un an de l'âge légal de départ à la retraite à taux plein, repoussé à 63 ans, ainsi qu'à une nouvelle diminution des pensions. Du côté des AP-HP, les négociations ont accéléré, et un accord «coup de poker» a finalement été conclu mardi 27 octobre avec la seule CFDT, pourtant troisième organisation syndicale derrière la CGT et Solidaires. Le gouvernement chercherait-il à isoler les organisations dites «contestataires», c'est à dire opposées à sa ligne ?

« LA RÉFORME OU LA RUPTURE »

Sans attendre le résultat des négociations sur les retraites complémentaires, Solidaires et la CGT ont décidé de faire un pas de côté. Les deux syndicats ont boycotté la conférence sociale, tandis que FO participait tout en dénonçant, par la voix de son secrétaire général

Jean-Claude Mailly, la vacuité de cette grand-messe gouvernementale : « On parle de dialogue social, mais c'est un dialogue qui ne se fait qu'avec le Medef. » François Hollande en a profité pour faire monter la pression, rappelant les absents à leur devoir de « responsabilité » : « Notre pays a besoin d'avancer, d'être réformé. Le statu quo n'est plus possible et l'alternative, c'est la réforme ou la rupture, la rénovation du modèle social ou sa disparition. »

D'ici début 2016, le gouvernement présentera un projet de loi sur le travail, dont les objectifs sont connus depuis la publication du rapport Combrexelle : « simplifier le code du travail », donner plus de place à l'accord de branche, et surtout d'entreprise. « Je ne ralentirai en aucune manière le rythme des réformes, a surenchéri François Hollande. Aussi bien sur le plan législatif avec les lois sur le travail et sur le numérique, que sur le plan réglementaire, avec la simplification et l'amélioration des droits des salariés. (...) Le premier ministre, lorsqu'il préparera la feuille de route, indiquera les sujets, la méthode et le calendrier. »

LE GOUVERNEMENT JUE LA CFDT

La mise en scène du dialogue social se déroule dans un cadre défini par le gouvernement, dont le périmètre semble se restreindre à mesure que la politique économique se durcit. Cette stratégie,

qualifiée d'« autoritarisme social » par FO, a pour conséquence de placer la CGT en porte-à-faux. Pour la centrale de Montreuil, les enjeux sont considérables. Car, sous le regard bienveillant du gouvernement, son leadership historique est désormais contesté par la CFDT, au coude à coude aux dernières élections professionnelles.

Invitée par l'exécutif, sur le modèle de la centrale dirigée par Laurent Berger, à rentrer dans le rang, sollicitée par Solidaires pour constituer, au contraire, un front syndical sur une ligne combative et adossée aux luttes de terrain, la CGT va devoir se déterminer.

Au cœur de ces enjeux, la petite musique du dialogue social vient couvrir le bruit de fond, déjà largement inaudible, de l'énergie latente qui traverse le monde du travail. Elle vise aussi à disqualifier toute forme de stratégie passant par l'opposition. Dans cette vision dépolitisée, le syndicat est réduit au statut de courroie de transmission et de légitimation de la « réforme », c'est à dire de l'ajustement des règles sociales aux exigences des marchés. Mais, de toutes parts, la façade se lézarde. Les chemises déchirées d'Air France ne sont ici que la partie émergée de l'iceberg, le symbole d'une société traversée d'une colère sourde, que les gouvernements libéraux auront toutes les peines à contenir.

● **THOMAS CLERGET**